



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER
en charge des Technologies vertes
et des Négociations sur le climat

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement de Haute-Normandie

Angerville la Campagne, le 9 juin 2010

Unité Territoriale de l'Eure

Affaire suivie par : Claude RONDEL
claude.rondel@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 02 32 23 45 79 - Fax : 02 32 23 45 99

Objet : réception de déclaration d'une installation classée

RECEPISSE DE DECLARATION
AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

LA PRÉFÈTE DE L'EURE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU :

- le code de l'environnement, titre 1er, livre V, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement annexée à l'article R 511-9 du code de l'environnement
- le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) adopté par le comité de bassin le jeudi 29 octobre 2009
- le dossier fourni par l'exploitant comprenant :
 - Le formulaire de déclaration dûment rempli et signé le 31 mars 2010, complété le 11 mai 2010,
 - Le plan de situation du cadastre dans un rayon de 100 mètres (le rayon de 100 devra être matérialisé sur le plan),
 - Le plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 minimum, accompagné des légendes et, au besoin de descriptions permettant de se rendre compte des dispositions matérielles de l'installation et indiquant l'affectation, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci (la zone de 35 m devra clairement être indiquée sur le plan), des constructions et terrains avoisinants ainsi que les points d'eaux, canaux, cours d'eau et égouts.

certifie avoir reçu de la société BRANGEON LOGISTIQUE
dont le siège social est situé 10, rue d'Alembert à CHOLET (49300)

1° - Une déclaration reçue le 17 mai 2010 en vue d'exploiter une unité de remplissage de containers avec des matériaux de diverses natures pour son site situé ZI de la Campagne du Mont – Route des Industries à SAINT-MACLOU (27210)

concernant les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat
Prévention des risques
Développement durable
Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**

1434 1. B) Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435), installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 étant), supérieur ou égal à 1 m³/h mais inférieur à 20 m³/h

Valeur déclarée 4m3/h

2663 2 b) Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), supérieur ou égal à 1 000 m³ mais inférieur à 10 000 m³

Valeur déclarée 7 500m3

2713 2. Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 1 000 m²

Valeur déclarée 350m²

2714 2. Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³

Valeur déclarée 800m3

2°- les plans de l'installation

Cet établissement est soumis à déclaration au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L.512-11 fixée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement et doit respecter les prescriptions générales, suivantes :

DROITS ET OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT

MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS GENERALES

En vertu de l'article R 512-52 du code de l'environnement, le déclarant qui veut obtenir la modification de certaines des prescriptions applicables à l'installation, adresse une demande au préfet, qui statue par arrêté.

Les arrêtés pris en application de l'alinéa précédent ainsi que ceux qui sont prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-9 et à l'article L. 512-12 sont pris sur le rapport de l'inspection des installations classées et après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques. Ils font l'objet des mesures de publicité prévues à l'article R. 512-49.

Le déclarant a la faculté de se faire entendre par le conseil ou de désigner, à cet effet, un mandataire. Il est informé au moins huit jours à l'avance de la date et du lieu de la réunion du conseil et reçoit simultanément un exemplaire des propositions de l'inspection des installations classées.

Le projet d'arrêté est porté par le préfet à la connaissance du déclarant, auquel un délai de quinze jours est accordé pour présenter éventuellement ses observations par écrit au préfet, directement ou par mandataire.

PEREMPTION DU RECEPISSE DE DECLARATION

En vertu de l'article R512-53 du code de l'environnement, la déclaration cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

MODIFICATION DE L'INSTALLATION

En vertu de l'article R 512-54, toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Tout transfert d'une installation soumise à déclaration sur un autre emplacement nécessite une nouvelle déclaration.

Les déclarations prévues aux alinéas précédents sont soumises aux mêmes formalités que les déclarations primitives

CHANGEMENT D'EXPLOITANT

En vertu de l'article R 512-68 du code de l'environnement, sauf dans le cas prévu à l'article R. 516-1, lorsqu'une installation classée change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est délivré un récépissé sans frais de cette déclaration.

RAPPORT D'INCIDENT OU D'ACCIDENT

En vertu de l'article R 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant d'une installation soumise à autorisation ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

REMISE EN SERVICE

En vertu de l'article R 512-70 du code de l'environnement, le préfet peut décider que la remise en service d'une installation momentanément hors d'usage par suite d'un incendie, d'une explosion ou de tout autre accident résultant de l'exploitation sera subordonnée, selon le cas, à une nouvelle autorisation ou à une nouvelle déclaration.

SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION

En vertu de l'article R 512-73 du code de l'environnement, lorsqu'une installation a fait l'objet d'une mesure de suppression, de fermeture ou de suspension, l'exploitant est tenu de prendre toutes dispositions nécessaires pour la surveillance de l'installation, la conservation des stocks, l'enlèvement des matières dangereuses, périssables ou gênantes ainsi que des animaux se trouvant dans l'installation.

A défaut pour l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires, il pourra être fait application des procédures prévues à l'article L. 514-1.

MISE A L'ARRET DEFINITIF ET REMISE EN ETAT

En vertu de l'article R 512-74 du code de l'environnement :

I- Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III- En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-75 et R. 512-76.

En vertu de l'article R 512-75 II du code de l'environnement, au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-74, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.

L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.

Le présent récépissé de déclaration est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré devant la juridiction administrative. :

1° Par le déclarant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés. Au préalable, il peut exercer un recours administratif devant le Préfet de l'Eure. Ce recours sera considéré comme rejeté si aucune réponse ne parvient au demandeur dans un délai de deux mois à compter de la réception par le Préfet du recours. Le demandeur dispose alors d'un délai de deux mois à compter de la naissance de cette décision implicite de rejet pour exercer un recours contentieux devant la juridiction administrative.

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du récépissé, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication du récépissé ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

PUBLICITE

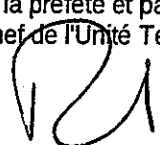
Une copie de ce récépissé de déclaration accompagnée le cas échéant des prescriptions générales applicables aux activités déclarées est adressée à l'exploitant par le maire de commune d'implantation.

Une copie est également adressée au maire de la commune.

Une copie est affichée pendant une durée minimum d'un mois à la mairie de SAINT-MACLOU avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place le texte des prescriptions générales.

Evreux, le 9 juin 2010

La préfète,
Pour la préfète et par délégation,
Le chef de l'Unité Territoriale de l'Eure,



Marie-Gaëlle PINART